DEPARTEMENT DES
LANDES
ARRONDISSEMENT DE
DAX
COMMUNE DE SOUPROSSE

Nombre de conseillers élus :

15

Conseillers en fonction :

15

Conseillers présents et
représentés :

15

PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 27 Juillet 2020 à 19 H 30

Sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS,
Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme DUFAU
Sylvie - M. DUPOUY Philippe – Mmes LAPEYRE
Colette - CARRERE Françoise - RASOAMAHARO
Marlène - ROQUES Laurence – M. LACOUTURE
Éric - Mme MAUVOISIN Christine – M. LARREZET
Xavier – Mme DOUSSAN Béatrice -
M. SAUBIGNAC Thierry – M. BATS Aurélien –
M. JABOT David.

Absent excusé : M. GUEHEL Dominique (donne pouvoir
à Mme CARRERE Françoise)

Secrétaire de séance : M. DUPOUY Philippe

Date de convocation : 21 Juillet 2020

DCM 2020.07.065

Marché de travaux pour l'extension du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » phase 2

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Monsieur le Maire rapporte à l'assemblée les conditions de dévolution du marché public relatif à l'extension du lotissement d'habitation « Les Terrasses de l'Adour » phase 2.

La procédure de passation du marché retenue par la commune est le marché à procédure adaptée passé en application des dispositions des articles L 2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Un avis d'appel public à la concurrence a été transmis sur le journal d'annonces légales Les Annonces Landaises et mis en ligne sur la plateforme de dématérialisation de l'ALPI (<https://marchespublics.landespublic.org>) le 02 juin 2020, conformément à la réglementation sur la dématérialisation des procédures.

La date limite de réception des offres a été fixée au vendredi 26 juin 2020 à 11 h 45.

Le présent marché est décomposé en deux lots :

- Lot 1 : Voirie – Réseaux Eaux Pluviales
- Lot 2 : Réseaux Assainissement Eaux Usées – Adduction d'eau potable

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 08 Juillet 2020 pour procéder à l'ouverture des plis.

Après ouverture des enveloppes, il a été procédé à l'analyse des pièces administratives et des capacités techniques demandées au règlement de consultation.

Toutes les candidatures sont conformes administrativement et répondent aux critères de choix en termes de références ou de qualification pour ce type d'opération.

Selon le règlement de consultation, l'attributaire du marché sera choisi sur la base des critères de sélection suivants et selon la pondération suivante :

Prix des prestations : 70 %

Valeur technique de l'offre : 30 %

Après examen et analyse des offres, la commission d'appel d'offres réunie le 27 juillet 2020 a décidé de retenir les entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses appréciées en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation comme suit :

- **Lot N°1 : Voirie –Eaux Pluviales :**
BAUTIAA TP
Offre : 153 059,86 € HT

- **Lot N°2 : Eaux Usées –Adduction d'Eau Potable :**
BAPTISTAN
Offre : 41 655,00 € HT

Le Conseil Municipal, après délibération, DECIDE à l'unanimité :

- D'attribuer le Lot 1 : Voirie – Eaux pluviales à l'entreprise SAS BAUTIAA TP – AGENCE LAFITTE TP – 214 avenue Jean Barbé – 40360 POMAREZ pour un montant de 153 059,86 € HT soit 183 671,83 € TTC.
- D'attribuer le Lot 2 : Eaux usées – Adduction d'eau potable à l'entreprise BAPTISTAN – 1420-1626 Rue de la Ferme du Carboué – 40000 MONT DE MARSAN pour un montant de 41 655,00 € HT soit 49 986,00 € TTC.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à la passation des marchés avec les entreprises retenues.

DCM 2020.07.066

Mission de coordination Sécurité Protection Santé pour la réalisation de l'extension du Lotissement « Les Terrasses de l'Adour » Phase 2

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une consultation auprès de divers bureaux d'études a été lancée pour la mission de coordination SPS concernant la réalisation de l'extension du lotissement d'habitations « Les Terrasses de l'Adour » phase 2.

Après analyse des offres, sur proposition de la commission d'appel d'offres,

Le Conseil municipal, après délibération,

DECIDE de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par le bureau d'études : **CPS AQUITAINE – 1002 route de Lespine – 40190 SAINT GEIN - pour le montant de 1 800,00 € HT soit 2 160,00 € TTC.**

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à la passation de ce marché avec la société CPS AQUITAINE.

DCM 2020.07.067

Extension lotissement Les Terrasses de l'Adour phase 2 : Choix du géomètre pour le bornage et le piquetage des lots

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une consultation auprès de divers géomètres a été lancée pour la mission de bornage et piquetage des lots de l'extension du lotissement à usage d'habitations « Les Terrasses de l'Adour » phase 2.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par **SELARL AMIGE – représentée par M. Philippe LAFITTE** géomètre expert à SAINT SEVER pour un montant de **1 853,00 € HT soit 2 223,60 € TTC.**

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

DCM 2020.07.068

Avenant n°1 au marché de travaux du lotissement Les Terrasses de l'Adour phase 1 - Lot 1 voirie et eaux pluviales

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

EXPOSE : Le Rapporteur expose aux membres du conseil municipal que des travaux supplémentaires sont nécessaires à la réalisation d'une nouvelle voie au lotissement les Terrasses de l'Adour phase 1, ceci afin de délester le trafic à l'entrée du groupe scolaire.

Ces travaux concernent le lot 1 : Voirie et eaux pluviales

Titulaire du marché : SAS BAPTISTAN

PROPOSITION : Le Rapporteur propose l'avenant n° 1 au marché de travaux relatif à la phase 1 du lotissement comme suit :

Marché de base

Marché global	HT	TVA 20 %	TTC
Tranche 1	128 803,30	25 245,45	154 048,75
Tranche 2	41 568,00	8 147,33	49 715,33
Tranche 3	129 465,50	25 375,24	154 840,74
Total	299 836,80	59 967,36	359 804,16

Travaux supplémentaires

Afin de délester l'entrée de l'école le maître d'ouvrage fait réaliser une nouvelle voie.

Devis détaillé annexé

Désignation	Montant
Terrassement	3 880,50
Voirie avec bicouche	13 525,50
Signalétique	330,00
Total HT	17 736,00
TVA 20 %	3 547,20
Total TTC	21 283,20

Montant du marché après avenant

Marché global	HT	TVA 20 %	TTC
Marché initial phase 1	299 836,80	59 967,36	359 804,16
Montant des travaux accès			
Total avenant n°1	17 736,00	3 547,20	21 283,20
Montant des travaux			
Totaux	317 572,80	63 514,56	381 087,36

Décision : Entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, **décide à l'unanimité** :

- **d'adopter la proposition du Rapporteur.**
- **Autorise M. le Maire à signer l'avenant n°1 au marché de travaux du lotissement Les terrasses de l'Adour phase 1 – Lot 1 voirie et eaux pluviales, avec la SAS BAPTISTAN.**

DCM 2020.07.069

Mission de maîtrise d'œuvre pour la construction de deux logements T2 mitoyens sur le lot n°28 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour »

Rapporteur : Monsieur Christian DUCOS

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une consultation auprès de divers architectes a été lancée pour la mission de maîtrise d'œuvre pour la construction de deux logements T2 mitoyens, de plain pied, sur le lot n°28 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » au 32 Impasse des Courlis sur la parcelle cadastrée section V n°500.

La mission comprend les phases ESQ (Esquisse), APS (Avant-projet sommaire), APD (Avant-projet détaillé et dépôt du permis de construire) et PRO (Etudes de projet, rédaction CCTP).

L'estimation du coût de l'opération en phase APD s'élève 130 000,00 € HT soit 156 000,00 € TTC.

Une seule offre nous est parvenue pour cette prestation,

Le Conseil Municipal, après délibération,

DECIDE de retenir l'offre présentée par **Madame Marion LACHAUD, Architecte, 4 Rue de Gascogne – 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse**, mandataire d'une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire, pour un montant total de **5 750 € HT soit 6 900 € TTC**.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à la mission de maîtrise d'œuvre avec Madame Marion LACHAUD, Architecte – 40230 Saint Vincent de Tyrosse.

PRECISE que la répartition des honoraires se fera comme suit entre les co-traitants :

Mme Marion LACHAUD, architecte : 4 920,00 € TTC

M. LAHITTE Sébastien, économiste : 1 980,00 € TTC

PRECISE que l'étude thermique réglementaire RT2012 obligatoire au dépôt du permis de construire sera réalisée par la société Concept-Plan – 40180 Saint Pandelon, pour un montant de 600 € TTC.

DCM 2020.07.070

Remboursement des masques à la CCPT

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Monsieur le Maire indique que, sur demande de la CCPT, la commune de Rion a procédé à l'achat de 10 000 masques, pour un montant total de 40 000 € HT soit 42 200 € TTC auprès de la société SPORT'R.

La commune a conservé 3 000 de ces masques pour distribution à sa population et a ensuite mis le stock restant, soit 7 000 masques, à disposition de la Communauté de Communes.

Il ajoute par ailleurs que la Communauté a acheté en propre 10 000 masques, portant ainsi à 17 000 le nombre de masques disponibles pour les besoins des communes (hors Rion) et ceux de la CCPT.

Cette dotation de 17 000 a ensuite été répartie en fonction de la population des communes, comme détaillé ci-dessous. La Communauté de Communes a pour sa part conservé 1 500 masques.

COMMUNE	Nombre de masques distribués par la CCPT	Facturation de la CCPT auprès des communes
Audon	400	1288
Bégaar	1200	3864
Beylongue	400	1288
Carcarès	600	1932
Carcen	700	2254
Gouts	300	966
Laluque	1100	3542
Lamothe	400	1288
Lesgor	500	1610
Le Leuy	300	966
Meilhan	1200	3864
Pontonx	2800	9016
Saint-Yaguen	700	2254
Souprosse	1200	3864
Tartas	3300	10626
Villenave	400	1288
	15 500	49 910 €

Dans ce cadre, Monsieur le Maire propose de régulariser cette situation d'un point de vue comptable et budgétaire en autorisant la commune de SOUPROSSE à rembourser 1200 masques auprès de la CCPT, selon le prix indiqué ci-dessus

Il précise que cette opération doit être matérialisée par une convention entre la commune et la communauté.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le principe du remboursement auprès de la CCPT des masques distribués par la commune de SOUPROSSE auprès de la population, au prix de 4,22 € moins 1 € de subvention/masque sollicités auprès de l'Etat : soit un prix de 3,22 €/ masque. Le montant total à rembourser par la commune s'élève donc à : 3864 €
- D'autoriser le Maire à signer la convention afférente avec la communauté

DCM 2020.07.071

Approbation de la fixation libre de l'attribution de compensation selon la procédure dérogatoire

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

L'évaluation des charges transférées résultant de l'adoption de la FPU (Fiscalité Professionnelle Unique), d'un transfert de compétences, d'une modification de l'intérêt communautaire ou d'une modification du périmètre communautaire est une mission qui incombe à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT). La CLECT doit rendre «ses conclusions l'année de l'adoption de la Cotisation Foncière sur Les Entreprises (CFE) unique (ex TPU) et lors de chaque transfert de charges ultérieur» (article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts –CGI).

Ainsi, la CLECT a donc évalué les nouveaux transferts de charges induits par la réforme territoriale issue de la loi NOTRe du 7 août 2015, et notamment le transfert de la compétence Zone d'activités économique.

La loi prévoit également (article 163 de la loi de finances pour 2016) une procédure dérogatoire de fixation des attributions de compensation suivant laquelle «Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.» A défaut d'accord, le montant de l'attribution est fixé dans les conditions de droit commun.

Les membres de la CLECT ont souhaité proposer au conseil communautaire d'utiliser les dispositions de l'article 1609 nonies C V-1bis concernant la fixation libre des attributions de compensation et les modalités de sa révision.

Sur ces bases, et nonobstant les variations annuelles liées à l'instruction des actes d'autorisation du droit des sols, les attributions de compensation à verser par la Communauté de Communes seraient les suivantes :

Commune	Attribution de compensation versée par la CCPT (hors variables ADS), suite au dernier rapport de la CLECT sur la téléalarme	Attribution de compensation 2019 versées par les communes à la CCPT (hors variable ADS)	Reversement d'une partie de l'IFER photovoltaïque perçu par la CCPT	Attribution de compensation versée par la CCPT
AUDON	12 039 €		14 706 €	26 745 €
BEGAAR	127 859 €		14 706 €	142 565 €
BEYLONGUE	620 €		14 706 €	15 326 €
CARCARES	31 452 €		14 706 €	46 158 €
CARCEN PONSON	1 236 €		14 706 €	15 942 €
GOUTS	24 229 €		14 706 €	38 935 €
LALUQUE	131 727 €		14 706 €	146 433 €
LAMOTHE	9 886 €		14 706 €	24 592 €
LE LEUY		4 759 €	14 706 €	9 947 €
LESGOR	46 805 €		14 706 €	61 511 €
MEILHAN	38 354 €		14 706 €	53 060 €
PONTONX	608 057 €		14 706 €	622 763 €
CMNE NOUVELLE RION	1 644 760 €		14 706 €	1 659 466 €
SAINT YAGUEN		4 250 €	14 706 €	10 456 €
SOUPROSSE	192 910 €		14 706 €	207 616 €
TARTAS	962 443 €		14 706 €	977 149 €
VILLENAVE	14 768 €		14 706 €	29 474 €
TOTAL	3 847 145 €	9 009 €	250 002 €	4 088 138 €

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le IV et le 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,
Vu l'arrêté préfectoral du 26 mars 2019 approuvant les statuts de la Communauté de Communes du Pays Tarusate
Vu la délibération du Conseil communautaire du Pays Tarusate du 4 juin 2020 portant composition de la Commission d'évaluation des charges transférées (CLECT),
Vu le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), approuvé à la majorité en séance le 25 juin 2020,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 25 juin 2020 approuvant, à la majorité qualifiée des 2/3 de ses membres, la fixation libre des attributions de compensation,

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- APPROUVE la méthode de fixation libre des attributions de compensation et les corrections des Attributions de Compensation communales,
- APPROUVE les modalités de révision libre telles que proposées par le conseil de communauté des attributions de compensation ainsi fixées,
- AUTORISE le Maire à signer tout document se rapportant à la présente délibération et à effectuer, après approbation par la commune de l'attribution de compensation proposée dans le cadre de la fixation libre, les opérations comptables nécessaires.

DCM 2020.07.072

Facturation acompte charges d'électricité appartements Pôle Santé - Année 2020

Rapporteur : Sylvie DUFAU

Exposé :

Suivant contrat de bail en date du 17 avril 2013, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Monsieur HAUWELLE un local à usage d'habitation sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas- 1^{er} Etage – Apt T3 Nord.

Suivant contrat de bail en date du 17 avril 2013, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Madame MORESMAU Anne-Marie un local à usage d'habitation sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas- 1^{er} Etage – Apt T3 Sud.

Chaque local loué aux termes des baux sus-énoncés est équipé d'un compteur électrique indépendant dont la consommation est facturée à la Commune de SOUPROSSE.

Considérant l'état des factures d'électricité arrêté au 30 juin 2020 pour chacun des appartements,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 09 avril 2020 précisant qu'un acompte représentant 50% des charges d'électricité constatées sera demandé au 1^{er} juillet 2020 ;

Sur proposition du rapporteur,

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

DECIDE de mettre en recouvrement l'acompte des charges d'électricité auprès des locataires des appartements au-dessus du pôle santé comme suit :

- 659,61 € pour M. et Mme HAUWELLE
- 386,48 € pour Mme MORESMAU

AUTORISE Monsieur le Maire à émettre les titres correspondants.

DCM 2020.07.073

Révision loyer cabinet médical Mme LAFURIS, orthophoniste

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 18 Juillet 2016 décidant d'attribuer la location du local communal à usage de cabinet médical situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas -40250 SOUPROSSE- à Madame LAFURIS Elodie, orthophoniste, à compter du 05 septembre 2016,

Conformément au contrat de bail à usage professionnel signé le 29 Août 2016, et notamment l'article 7 – REVISION DU LOYER,

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de réviser le loyer du local communal à usage de cabinet médical situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas – rez-de-chaussée - à compter du 05 septembre 2020,

Montant du loyer révisé : 438,39 €

DCM 2020.07.074

Convention d'adhésion au service PCS du CDG40

Mise à jour du PCS et du DICRIM + Exercice d'appropriation des documents

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Notre commune s'est dotée au cours du dernier mandat, d'un plan communal de sauvegarde, conformément à l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile.

L'objectif d'un plan de sauvegarde est, en cas de survenance d'évènements graves, de mettre en œuvre une organisation anticipée sur le territoire d'une commune. Sa mise en

œuvre vise à sauvegarder des vies humaines, diminuer les dégâts et protéger l'environnement. Cette organisation va coordonner les moyens et services existants pour optimiser la réaction.

Dans ce contexte, l'association des maires et des présidents de communautés des Landes en partenariat avec le Centre de gestion des Landes nous propose, par l'intermédiaire du service plan communal de sauvegarde du CDG 40, de mettre à jour notre plan communal de sauvegarde (PCS) et notre document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à l'attention des administrés.

Le rapporteur donne lecture de la convention d'adhésion au service plan communal de sauvegarde du CDG 40.

Au vu de ce document, la mise à jour complète du Plan de Sauvegarde nous sera facturée forfaitairement **1 700 €** mais sera subventionnée à hauteur de **65 %** par le FEDER (**subvention sous-réserve à ce jour.**)

La charge communale pour notre collectivité sera donc au maximum de 35% du coût global soit **595 €**.

Compte tenu de la nécessité de mettre à jour dans les meilleurs délais notre PCS et DICRIM, et de prendre en compte les évolutions réglementaires, je vous propose d'accepter la signature de cette convention et de prendre en charge les frais inhérents à cet avenant.

Le Conseil Municipal, après délibération, DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service PCS avec le Centre de gestion des Landes pour la mise à jour du plan communal de sauvegarde (PCS) et du document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM).
- D'intervenir à toutes pièces et formalités s'y rapportant.

DCM 2020.07.075

Renouvellement Commission communale des Impôts Directs (CCID)

Liste de proposition des personnes appelées à siéger au sein de la CCID

Rapporteur : Colette LAPEYRE

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1650 -1 ;

Considérant que la commission communale des impôts directs (CCID) doit être renouvelée suite aux élections municipales de 2020 ;

Considérant que les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, proposée par délibération du conseil municipal.

Cette commission est ainsi composée :

- du Maire ou d'un adjoint délégué, président de la commission ;
- de 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants, si la population de la commune est inférieure à 2000 habitants.

L'article 1650 1- 3^{ème} alinéa du code général des impôts (CGI) dispose que les personnes proposées pour être commissaires doivent remplir les conditions suivantes :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ;
- avoir 18 ans au moins ;
- jouir de leurs droits civils ;
- être familiarisées avec les circonstances locales ;

- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission ;
- être inscrites aux rôles des impositions directes locales dans la commune (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises).

La durée de mandat des commissaires est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Après délibération le conseil municipal, DECIDE

- de proposer la liste jointe en annexe à la présente délibération, composée de 24 personnes :

Proposition listes contribuables CCID

	Civilité	Nom	Prénom	Date de naissance	Adresse	Impositions directes locales
1	Monsieur	DAVERAT	Jean Patrick	05/03/1953	1097 Chemin du Herrou	TH-TFB-TFNB
2	Monsieur	DARRIEUTORT	Pierre	25/01/1954	885 Chemin de Mesplet	TH-TFB-TFNB
3	Madame	LANNIBOIS	Nicole	25/11/1945	344 Chemin du Pigeon	TFB
4	Madame	COMET	Monique	11/10/1955	542 Route du Haza	TFB-TFNB
5	Monsieur	LAULOM	Jean Claude	26/05/1958	28 Avenue du 11 Novembre 1918	TFB-CFE
6	Monsieur	DUCOURNAU	Jean Jacques	19/01/1959	714 Chemin de Bidounet	TH-TFB-TFNB
7	Monsieur	LABARTHE	Jérôme	16/05/1979	513 Chemin de Saransot	TH-TFB-TFNB
8	Monsieur	CLAVÉ	Jean Michel	20/05/1952	1600 Route de Guirette	TH-TFB-TFNB
9	Monsieur	BÉGUÉ	Bernard	04/04/1955	539 Chemin de Berduc	TH-TFB-TFNB
10	Monsieur	LALANNE	Roland	10/07/1943	250 Route du Bac	TH-TFB
11	Monsieur	GRIMAN	André	04/09/1949	75 Chemin de Lacondègne	TH-TFB
12	Madame	ROBIN	Andrée	30/06/1968	46 Route de Mugron	TH-TFB-CFE
13	Monsieur	BRETTES	Jacques	08/05/1943	74 Chemin de Peyre	TH-TFB
14	Monsieur	LALANNE	Jean Claude	21/04/1949	2080 Route de Mugron	TH-TFB
15	Madame	DESSEREZ	Martine	07/07/1954	2114 Route de Jeanbidaou	TH-TFB-TFNB
16	Monsieur	CAZENAVE	Lionel	14/04/1986	2389 Route de Meilhan	TH-TFB-TFNB
17	Monsieur	DARRIEUTORT	Jean Thierry	15/12/1971	397 Chemin du Goudon	TH-TFB-TFNB
18	Monsieur	DAUDIGNAN	Ulrich	18/11/1988	316 Chemin de Monzon	TH-TFB-CFE
19	Madame	LARREY	Martine	16/08/1953	1195 Chemin de Mesplet	TH-TFB
20	Monsieur	GAHAT	Didier	18/03/1962	50 Chemin de Pédelabarthe	TH-TFB-TFNB
21	Monsieur	GRILO	Jean Louis	19/05/1949	298 Chemin du Goudon	TH-TFB
22	Monsieur	HAGEGE	Marc	08/02/1965	1050 Chemin de Couloum	TH-TFB-CFE
23	Monsieur	GAMARDES	Fulbert	03/06/1956	2588 Route de Laguillon	TH-TFB
24	Madame	DARRIEUTORT	Liliane	06/08/1961	233 Avenue du 8 mai 1945	TH-TFB-TFNB CFE

DCM 2020.07.076

Attribution d'une prime exceptionnelle à certains agents soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité de services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de Covid 19

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à La Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 88,

VU la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en date du 30 janvier 2020, relative à l'émergence du COVID-19,

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,

VU la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment son article 11;

VU le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19

CONSIDERANT qu'en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services pendant l'état d'urgence sanitaire déclaré du fait de l'épidémie de covid 19, certains personnels ont dû faire face à un surcroît de travail significatif, en présentiel ou en télétravail,

CONSIDERANT que l'article 8 du décret n°2020-570 du 14 mai 2020 donne la possibilité à l'organe délibérant d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public local d'instaurer une prime exceptionnelle à ces personnels et d'en fixer les modalités d'attribution dans la limite du plafond réglementaire,

CONSIDERANT que dans la collectivité tous les personnels, en raison de leurs fonctions et pour assurer la continuité du fonctionnement des services ont dû faire face à un surcroît de travail significatif en présentiel ou en télétravail ;

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Afin de valoriser un surcroît de travail significatif des agents particulièrement mobilisés en présentiel et en télétravail pour assurer la continuité des services dans le contexte de lutte contre l'épidémie de covid 19

- D'instituer la prime exceptionnelle à tous les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires et contractuels de droit public ayant travaillé pendant la période de confinement.
- Cette prime exceptionnelle est instaurée au regard des sujétions suivantes :
 - o Sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité du service public dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid 19
- Le montant maximum attribué est fixé à 500 €
- La prime exceptionnelle versée aux agents à temps non complet sera calculée au prorata de leur temps de travail hebdomadaire

- Elle sera versée en une fois.
- L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent en fonction des critères susvisés. Elle détermine également les modalités de versement.
- La présente délibération prend effet à compter du 1^{er} Juillet 2020

DCM 2020.07.077

Création d'un emploi permanent d'ATSEM Principal de 2^{ème} classe

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'en raison de la spécificité des fonctions du cadre d'emploi des agents spécialisés des écoles maternelles, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent à temps COMPLET,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Après en avoir délibéré, DECIDE :

- de créer un poste permanent à temps COMPLET d'ATSEM principal de 2^{ème} classe,
- le responsable de ce poste de travail sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 39 heures,
- il sera chargé des fonctions suivantes :
 - assistance au personnel enseignant pour l'accueil et l'hygiène des enfants des classes maternelles ou enfantines ainsi que la préparation et la mise en état de propreté des locaux et du matériel servant directement à ces enfants.
 - participer à la mise en oeuvre des activités pédagogiques prévues par les enseignants et sous la responsabilité de ces derniers.
 - surveillance des enfants des classes maternelles ou enfantines dans les lieux de restauration scolaire.
 - participer aux missions d'animation dans le temps périscolaire (TAP)
- la rémunération et la durée de carrière de cet agent seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour le cadre d'emplois concerné,
- Monsieur le Maire est chargé de recruter le responsable de ce poste,
- les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.
- la présente délibération prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2020.

DCM 2020.07.078

**Création d'un emploi temporaire (accroissement temporaire d'activité)
(article 3 I 1° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984)**

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi temporaire à temps non complet d'adjoint technique, catégorie

hiérarchique C en raison d'un accroissement temporaire d'activité dans les services techniques de la commune pour la période du 31 Août 2020 au 30 Août 2021,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 1°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Après en avoir délibéré, DECIDE :

- de créer un emploi temporaire à temps non complet à raison de 20 heures par semaine d'adjoint technique, emploi de catégorie hiérarchique C pour la période du 31 août 2020 au 30 août 2021 pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services techniques de la collectivité,
- que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions suivantes :
 - o participer aux missions de réception, distribution, service des repas, accompagnement des enfants de l'école primaire lors de la prise des repas,
 - o entretien des locaux et matériels de restauration du groupe scolaire
 - o remplacement des agents indisponibles à la garderie scolaire,
 - o entretien des surfaces et locaux du patrimoine de la collectivité et abords des bâtiments communaux,
 - o entretien des espaces verts de la Commune
- que l'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 350, indice majoré 327 correspondant au 1^{er} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'adjoint technique, emploi de catégorie hiérarchique C,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, pour une **durée maximale de 12 mois sur une période consécutive de 18 mois**,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet,
- que Monsieur le Maire est chargé de procéder aux formalités de recrutement.

DCM 2020.07.079

Contrat d'apprentissage

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code du travail,

VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

VU la Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

VU le Décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

VU le Décret n° 93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le

secteur public non industriel et commercial,

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

VU l'avis du Comité Technique.

CONSIDERANT le contrat d'apprentissage conclu avec Monsieur DOMENGER Nathan pour une durée de 2 ans, du 01/09/2018 au 31/08/2020,

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure pour les personnes handicapées) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDERANT que le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes et le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités publiques dans l'intégration d'apprentis en situation de handicap ;

CONSIDÉRANT qu'après avis favorable du Comité Technique, il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à la majorité :

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage aménagé,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2020/2021, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Services techniques	1	CAP carreleur-mosaïste	1 an du 01/09/2020 au 31/08/2021

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune, au chapitre 012, article 6413 de nos documents budgétaires,

AUTORISE le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes pour la mise en œuvre d'une action d'accompagnement dans le cadre d'un contrat d'apprentissage aménagé.

DCM 2020.07.080

Approbation convention de location de matériels techniques par la Commune de SOUPROSSE (mini-pelle hydraulique sur chenilles de marque YANMAR modèle B37VCR)

Rapporteur : Philippe DUPOUY

Le rapporteur présente à l'assemblée un projet de convention pour la location de matériels techniques propriétés de la Commune :

- Engin type mini-pelle hydraulique sur chenilles de marque YANMAR modèle B37VCR, numéro de série DC 21C29198 répertorié à l'inventaire de la commune sous le numéro 5089

Etant précisé que la location est destinée plus spécifiquement à des agriculteurs exploitants sur la Commune de SOUPROSSE.

Cette convention détermine les conditions d'utilisation des matériels dénommés ci-dessus proposés à la location ainsi que les conditions financières.

La location sera facturée sur le nombre d'heures d'utilisation et sur la base d'un tarif de 29 € l'heure.

Le Conseil Municipal, après délibération,

APPROUVE les termes de la convention ci-annexée régissant les conditions financières et d'utilisation des matériels techniques proposés à la location (mini-pelle hydraulique sur chenilles de marque YANMAR modèle B37VCR)

PRECISE que cette convention prend effet le 27 Juillet 2020.

DCM 2020.07.081

Résiliation de convention d'occupation d'une case dans le colombarium au cimetière communal

Rapporteur : Colette LAPEYRE

VU la délibération en date du 07 novembre 2016 portant adoption d'un règlement intérieur commun aux trois cimetières : cimetière du Bourg incluant l'espace cinéraire, cimetière de Goudosse et cimetière de Saint Etienne.

VU la délibération en date du 10 Février 2020 portant modification de l'article 36 du règlement intérieur du cimetière.

Les nouvelles dispositions de l'article 36 - Reprise des concessions - prévoient une modification en ce qui concerne les règles applicables à l'espace cinéraire ainsi que les conditions financières dans le cas de rétrocession d'une concession en case avant la fin de la durée de la concession (15 ans ou 30 ans).

La rétrocession à titre onéreux à la Commune avant l'échéance sera acceptée après avis du Conseil Municipal.

VU la convention en date à SOUPROSSE du 17 décembre 2016 portant mise à disposition de Mme DUCAMP Christine de la case portant le numéro CINQ dans le colombarium municipal, pour une durée de 15 ans à compter du 17 décembre 2016 ;

Considérant la demande de Madame DUCAMP sollicitant la résiliation de sa convention de location au colombarium pour le motif suivant : suite à son déménagement sur la commune de TARTAS, Mme DUCAMP souhaite libérer la case réservée dans le colombarium communal pour y transférer l'urne y déposée au cimetière de TARTAS ;

Le Conseil Municipal, après délibération, DECIDE :

- **De donner son accord** à la demande de Mme DUCAMP relative à la résiliation de la convention d'occupation de la case portant le numéro CINQ au colombarium.
- **PRECISE** que la rétrocession prend effet au 27 juillet 2020 ;
- **PRECISE** que le prix de la rétrocession calculé conformément aux dispositions de l'article 36 du règlement intérieur modifié s'élève à la somme de 276,74 € au profit de Mme DUCAMP Christine.
- **AUTORISE** M. le Maire à signer la résiliation de convention d'occupation de la case CINQ au colombarium.

DCM 2020.07.082

Facturation divers travaux

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Exposé : Le rapporteur informe l'assemblée que divers travaux ont été effectués par les employés communaux chez les particuliers.

Il est proposé à l'assemblée de refacturer ces travaux à qui de droit.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 14 voix POUR
(Monsieur le Maire ne prend pas part au vote)

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

DECIDE de facturer les fournitures et divers travaux réalisés comme suit :

- **Travaux de terrassement chez EARL du RENARD BLANC - 542 Route du Haza pour un montant total de 65,00 €**
Location mini-pelle sans chauffeur :
2,6 h x 25 € = 65,00 €
- **Travaux de terrassement chez TASTET Cyril - 878 Chemin de Saransot - pour un montant total de 130,00 €**
Location mini-pelle sans chauffeur :
5,2 h x 25 € = 130,00 €
- **Travaux de terrassement chez M. CASTAINGS Régis – 2614 Route de Meilhan-40250 SOUPROSSE pour un montant total de 137,50 €**
Location mini-pelle sans chauffeur :
2,5 h x 25 € = 62,50 €
1 écobox Ø 300 : 6 ml x 12,50 € = 75,00 €
- **Travaux de terrassement chez M. DUCOS Christian – 150 Chemin du Gahon-40250 SOUPROSSE pour un montant total de 325,00 €**
Location mini-pelle sans chauffeur :
13 x 25 € = 325,00 €

DCM 2020.07.083

Avenant au contrat de bail à titre précaire : local sis n° 105 Chemin du Pigeon – Rucher école

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 février 2018 portant autorisation d'occupation du domaine public à titre précaire et temporaire du local sis n° 105 Chemin du Pigeon au profit du Rucher Ecole de l'Apiculture Landaise (REAL) pour une durée de 3 ans à compter du 13 mars 2018 ;

Vu la demande de M. Jean Pierre BOUEILH, Président du Rucher Ecole de l'Apiculture Landaise sollicitant la simplification des règlements des loyers et proposant le versement au semestre ;

Considérant le faible montant mensuel des loyers (**100 euros par mois**) ;

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

AUTORISE le paiement au semestre des loyers dus par le REAL, soit 600 Euros (Six cents euros) par semestre, à compter du 1^{er} juillet 2020.

AUTORISE Monsieur le Maire à modifier par avenant le contrat de bail signé le 05 mars 2018.

DCM 2020.07.084

Aménagement et mise à disposition de locaux au boulodrome au profit du Club bouliste souprossais

Modification échéancier participation financière du Club bouliste Souprossais

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Considérant l'opération n°1803 « aménagement de salles associatives au boulodrome » inscrite sur le budget principal de la Commune,

Considérant qu'une partie des salles associatives seront mises à disposition du Club Bouliste Souprossais à l'achèvement des travaux ;

Vu la délibération en date du 25 septembre 2017 portant approbation de la participation financière du Club bouliste souprossais d'un montant de 12 500,00 € pour l'aménagement du local et accordant la mise en place d'un échéancier afin d'étaler le paiement de leur contribution financière, à raison de 5 versements de 2 500 € sur 5 ans à compter du 30 juin 2019 ;

Vu la demande du Président de ladite association en date du 06/07/2020 sollicitant le report de paiement de l'échéance 2020 en raison de l'épidémie de Covid 19 les obligeant à annuler toutes leurs manifestations ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCORDE le report de paiement de l'échéance 2020 d'un montant de 2 500 € au 30 juin 2021.

Informations diverses :

Subvention voyage scolaire :

Rapporteur : Christian DUCOS, Maire

Exposé : Mme LACOSTE Sandrine sollicite une participation communale pour son fils Clément pour aider à financer un voyage scolaire en Angleterre du 17/02/2020 au 22/02/2020 organisé par le Collège Jean Rostand à TARTAS.

Proposition : Le rapporteur propose d'attribuer une aide financière d'un montant de 75 € à Mme LACOSTE Sandrine, domiciliée 1327 Route de Mugron, compte tenu de sa participation financière d'un montant de 353,76 € et conformément à la délibération du 25 octobre 2010.

Table des délibérations de la séance du 27 Juillet 2020

- 2020.07.065** – Marché de travaux pour l’extension du lotissement « Les Terrasses de l’Adour » Phase 2
- 2020.07.066** – Mission de coordination Sécurité Protection Santé pour la réalisation de l’extension du Lotissement « Les Terrasses de l’Adour » Phase 2
- 2020.07.067** – Extension lotissement Les Terrasses de l’Adour phase 2 : Choix du géomètre pour le bornage et le piquetage des lots
- 2020.07.068** – Avenant n°1 au marché de travaux du lotissement Les Terrasses de l’Adour phase 1 Lot 1 voirie et eaux pluviales
- 2020.07.069** – Mission de maîtrise d’œuvre pour la construction de deux logements T2 mitoyens sur le lot n°28 du lotissement communal « Les Terrasses de l’Adour »
- 2020.07.070** – Remboursement des masques à la CCPT
- 2020.07.071** – Approbation de la fixation libre de l’attribution de compensation selon la procédure dérogatoire
- 2020.07.072** – Facturation acompte charges d’électricité appartements Pôle Santé - Année 2020
- 2020.07.073** – Révision loyer cabinet médical Mme LAFAURIS, orthophoniste
- 2020.07.074** – Convention d’adhésion au service PCS du CDG40
Mise à jour du PCS et du DICRIM + Exercice d’appropriation des documents
- 2020.07.075** – Renouvellement Commission communale des Impôts Directs (CCID)
Liste de proposition des personnes appelées à siéger au sein de la CCID
- 2020.07.076** – Attribution d’une prime exceptionnelle à certains agents soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité de services publics dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire déclaré pour faire face à l’épidémie de Covid 19
- 2020.07.077** – Création d’un emploi permanent d’ATSEM Principal de 2^{ème} classe
- 2020.07.078** – Création d’un emploi temporaire (accroissement temporaire d’activité)
(article 3 I 1° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984)
- 2020.07.079** – Contrat d’apprentissage
- 2020.07.080** – Approbation convention de location de matériels techniques par la Commune de SOUPROSSE (mini-pelle hydraulique sur chenilles de marque YANMAR modèle B37VCR)
- 2020.07.081** – Résiliation de convention d’occupation d’une case dans le colombarium au cimetière communal
- 2020.07.082** – Facturation divers travaux
- 2020.07.083** – Avenant au contrat de bail à titre précaire : local sis n° 105 Chemin du Pigeon – Rucher école
- 2020.07.084** – Aménagement et mise à disposition de locaux au boulodrome au profit du Club Bouliste Souprossais
Modification échancier participation financière du Club Bouliste Souprossais